

**Discours d'ouverture de la session de rentrée**  
**du président du Département**

**16 septembre 2024**

Mesdames et Messieurs, Mes chers collègues,

Nous nous sommes quittés, en juin, à la veille d'un scrutin législatif décisif. Depuis, les urnes ont livré leur verdict. Le front républicain a évité que le RN gouverne. Le front républicain a aussi évité l'élection d'un député RN en Côtes d'Armor. Si la gauche est arrivée en tête, c'est la droite qui se retrouve à Matignon. Je ne commenterai pas davantage un jeu politique national qui inspire rarement des sentiments d'admiration. L'humilité doit guider notre comportement. Les forces républicaines doivent, plus que jamais, engager le travail de fond nécessaire pour amorcer le redressement d'une démocratie en crise. Les élus locaux sont mobilisés au quotidien face aux défis auxquels est confrontée notre société. Je pense, notamment, au combat des maires sur la santé ou les EHPAD. C'est le cas aussi naturellement des élus départementaux. Depuis 2021, nous sommes en première ligne face à la crise sociale. Nous avons ainsi augmenté les moyens affectés à l'autonomie de 15% depuis notre arrivée, augmentant significativement le tarif horaire pour les SAAD publics, votant

également des aides d'urgence pour les EHPAD en difficulté ou encore augmentant les taux directeurs de façon à donner des marges de manœuvres supplémentaires aux établissements.

Depuis 2021, nous avons aussi augmenté les moyens de la protection de l'enfance de 53%. C'est un effort inédit dans l'histoire de cette politique publique ! Cela s'est manifesté concrètement par des créations de 42 postes, l'ouverture de 263 places d'accueil. Nous avons également inauguré en juin dernier un nouveau bâtiment pour internat éducatif d'accueil d'urgence du CDEF de Bégard. Le bâtiment, baptisé par l'équipe Ti Laouen (en breton, la maison joyeuse), a été pensé pour répondre aux besoins des enfants accueillis et des professionnels.

Le Département est aussi mobilisé en faveur du logement et de la santé. Ce sont des enjeux stratégiques pour notre pays. D'abord parce qu'ils sont, en soi, vitaux pour nos concitoyennes et concitoyens. Ils sont tous les deux fondamentaux pour la construction de soi, le bien-être personnel et la capacité à vivre dignement. Ils sont stratégiques, ensuite, parce qu'ils ont des effets sur d'autres questions : emploi, insertion, protection de l'enfance, autonomie, et bien d'autres sujets encore. C'est pourquoi je pense que la santé et le logement doivent être au cœur des priorités du Gouvernement. Conscients de l'importance de ces enjeux, nous avons agi avec énergie depuis 2021. Je pense notamment à notre plan de soutien de 15 millions d'euros sur 5 ans en faveur du logement social. Je pense,

s'agissant de la santé, aux maisons de santé dont nous soutenons la construction à Yffiniac, Dinan ou encore Bourbriac. Je pense aussi aux différents dispositifs soutenus comme les internats ruraux pour accueillir notamment les internes en médecine générale ou encore la bourse pour les élèves infirmiers pour fidéliser les futurs infirmiers sur le territoire. Je pense, enfin, à la hausse significative de notre contribution au SDIS qui est un maillon essentiel de la chaîne de secours, donc de notre système de santé.

Tous ces efforts ont été faits alors que le contexte financier des Départements est plus que contraint. Le nouveau Gouvernement devra prendre conscience de la situation alarmante des Départements. Ce n'est pas le sort d'élus locaux qui est en jeu, mais bien celui de politiques fondamentales pour notre pacte républicain. Il faut bien comprendre que, si les Conseil départementaux sont en péril, ce sont les publics et les partenaires qu'ils accompagnent qui sont en danger.

Engagés à préserver notre pacte social dans un contexte dégradé, nous agissons aussi pour bâtir les Côtes d'Armor de demain. C'est le sens, donc, de notre soutien financier aux bailleurs pour construire et rénover des logements sociaux, comme nous le verrons avec un rapport de la session d'aujourd'hui. C'est le sens aussi de notre action en faveur de la transition écologique. Celle-ci est déjà engagée. Mais il nous faut adopter une stratégie de long terme pour notre collectivité en matière de transition énergétique mais aussi pour adapter et rendre résilient notre territoire par rapport au réchauffement climatique. C'est

l'enjeu du rapport que présentera Nathalie Travert-Leroux tout à l'heure. L'accord de Paris est condamné à n'être qu'une réussite diplomatique si les pays signataires ne font pas les efforts nécessaires pour respecter la trajectoire d'une limitation à 2°C du réchauffement global. Et, si nous voulons que les plus grands pollueurs assument leurs obligations, il nous faut être nous-mêmes exemplaires. Et, il faut bien le dire, la France est largement perfectible en la matière. En fin de compte, il s'agit, ni plus ni moins, que de léguer un territoire viable à nos enfants et petits-enfants. Ce n'est pas un objectif anodin. L'ampleur et l'importance de cet enjeu doivent nous conduire à agir intelligemment collectivement.

C'est aussi le territoire de demain que nous construisons avec le dispositif rebond face à la baisse de la démographie scolaire. C'est d'ailleurs la même logique, au fond, que le réchauffement climatique. Soit on se contente d'observer, de commenter avec fatalité. Soit on se retrousse les manches et on agit. Si les commentaires peuvent avoir leur utilité, nous, nous préférons agir. Il y a une baisse démographique. Elle va s'accroître. L'enjeu c'est donc de mobiliser les énergies et collectivement d'élaborer une stratégie pour préserver les établissements scolaires dans les zones en tension. C'est le message que j'ai voulu apporter lors de la rentrée scolaire à Bourbriac, Erquy et Pléneuf-Val André.

Ce sont les Côtes d'Armor de demain que nous construisons aussi avec le conseil départemental des collégiennes et collégiens, qui repart pour sa 2<sup>ème</sup> édition. C'est le cas aussi avec les collèges que nous réhabilitons comme à Jacques-Prévert ou Roger-Vercel pour les plus avancés, et les autres établissements prévus dans le plan pluriannuel d'investissement voté l'année dernière. L'école est le socle du projet républicain. C'est pourquoi nous faisons tout pour proposer le meilleur cadre d'apprentissage possible aux collégiennes et collégiens des Côtes d'Armor.

Depuis le début du mandat, nous assumons nos responsabilités. Nous avons prouvé que, pour nous, la politique n'était pas la recherche de la popularité facile. Nous avons un cap. Nous nous y tenons. Les vents sont parfois difficiles mais ce n'est pas pour autant que nous dévions de notre trajectoire.

Je vous remercie pour votre attention.

Christian Coail,

Président du Département des Côtes d'Armor